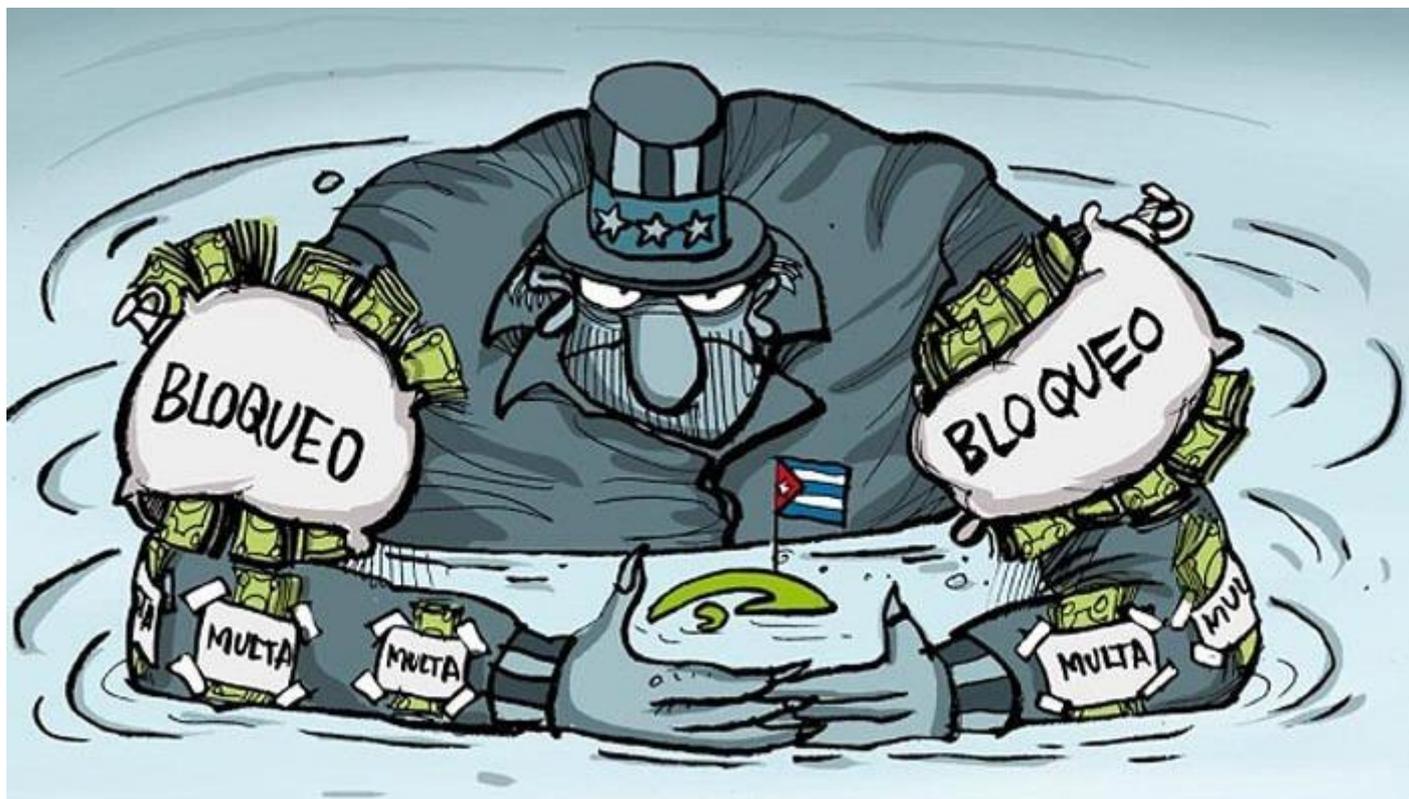


La danse des représailles économiques contre Cuba



Les mesures restrictives de Washington contre notre pays ont atteint un nouveau seuil : les conséquences ne frappent plus seulement Cuba, elles touchent aussi d'autres pays et des entreprises du monde entier. L'actualité financière européenne, récemment marquée par l'instabilité, a donné deux nouveaux exemples des effets de ces mesures commerciales et économiques en Irlande et en France, bien loin de notre pays.

La banque irlandaise Bank of Ireland a cessé ces transferts d'argent vers Cuba, par crainte des barrières commerciales et économiques des États-Unis contre notre pays, des sanctions qui datent des années 1960.

Le journal The Irish Times a récemment publié un article qui explique que les Irlandais ne peuvent plus transférer d'argent sur des comptes cubains en raison de cette politique absurde de Washington contre La Havane, une politique qui dure depuis plus de 50 ans.

L'Assemblée Générale des Nations Unies a adopté de nombreuses résolutions condamnant les restrictions commerciales imposées par les États-Unis et ni l'Irlande, ni l'Union Européenne n'appliquent de telles mesures contre Cuba : malgré tout, la Bank of Ireland a décidé d'interrompre les transferts d'argent vers notre pays.

Cette mesure de la Bank of Ireland a été prise en raison des relations commerciales qui l'associent à une banque étasunienne.

Le journal irlandais rappelle que ce blocus commercial, en vigueur depuis que la révolution conduite par Fidel Castro a renversé un régime pro-étasunien en 1959, interdit aux banques des États-Unis d'effectuer des paiements vers Cuba, et même de faciliter ces opérations.

Ces transactions sont courantes dans d'autres pays et sont encore permises par d'autres banques irlandaises mais la Bank of Ireland a changé ses normes sur les transferts à partir du moment où elle a intégré l'Espace unique de paiement en euros, SEPA.

Dans un communiqué, cette banque a confirmé qu'elle ne permettra plus ces transferts, car elle dépend d'établissement étrangers pour effectuer ses opérations nationales et internationales dans le cadre du SEPA.

Un porte parole du SEPA a expliqué que ce système de paiement est utilisé pour toutes ces transactions, que le SEPA a un rôle leader aux États-Unis et qu'il doit donc se plier à ses réglementations pour éviter des sanctions et pénalités. Aussi, les mesures étasuniennes empêchent les transactions vers Cuba.

La France a récemment fourni un autre exemple de ces pressions avec l'amende record imposée par les États-Unis à la banque BNP-Paribas, une amende de 80 milliards de dollars. La banque française a écopé de cette sanction pour avoir violé unilatéralement les mesures restrictives qui pèsent sur l'Iran, le Soudan et Cuba.

Ce ne sont là que deux exemples d'une longue liste de la politique économique de Washington contre notre pays, une politique qui frappe des entreprises du monde entier et des États-Unis en premier lieu.

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/comentarios/32083-la-danse-des-represailles-economiques-contre-cuba>



Radio Habana Cuba